

## **Communiqué intersyndical: appel à l'action le 23 mars 2010**

Les syndicats de Météo-France appellent à participer massivement à la journée d'action du 23 mars, c'est l'occasion de relancer la lutte engagée dès 2008 sur les effectifs et les implantations territoriales.

Au niveau intersyndical et national, les revendications ont été énoncées par un communiqué commun le 15 février 2010 (extraits) :

*[...] Alors que les organisations syndicales ont récemment dénoncé les atteintes au statut général des fonctionnaires, le gouvernement ne dit rien non plus sur le malaise dans la Fonction publique. Au nom de la révision générale des politiques publiques, il supprime des emplois au détriment des missions des services publics.*

*La dégradation des conditions de travail et de l'emploi touche les salariés du privé comme du public.*

*Concernant les retraites, avec un projet de loi annoncé dès septembre 2010, le calendrier reste très serré. Les organisations syndicales affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites, prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités. [...]*

*Les organisations syndicales réaffirment que la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi, des salaires et pensions, une fiscalité plus juste, des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques.*

Au niveau de Météo-France, le non respect des relevés de conclusions des réunions d'octobre 2008 avec la direction et le ministère, ne font que renforcer le rejet des éléments les plus rétrogrades de la restructuration programmée :

- La baisse des effectifs entre 2009 et 2011 (- 131 ) qui conduit à l'abandon de 500 postes à l'horizon 2017.
- Les centres dont la fermeture a été annoncée sont pour beaucoup conduits à une « mort lente » par refus d'y maintenir des effectifs suffisants.
- Les projets « 2012 » remettent en cause l'avenir même de notre service public quand les agents ne savent plus quel sera leur métier à court terme et qu'ils n'entrevoient comme finalité qu'une dégradation du service météo, faire moins bien à distance ce qui est aujourd'hui réalisé sur-place avec efficacité.

La combativité des météos, en 2008, n'a pas su venir à bout de la RGPP et sa conséquence la concentration des services publics au détriment de la proximité. Le temps est venu d'une prise de conscience plus large des dégâts que cette politique entraîne pour le service rendu au nom de l'intérêt général dans tous les domaines, que ce soit la météorologie, l'équipement, l'éducation, la justice, la santé et bien d'autres, tous indispensables au lien social et à l'activité économique de nos territoires.

Les revendications portées par l'intersyndicale, et largement soutenues par le personnel ( 800 météos à Paris le 5 juin 2008, blocage de 2 semaines de la Météopole à Toulouse en octobre 2008, ...) restent d'actualité.

Nous rappelons la plateforme intersyndicale :

- Le maintien des Centres Départementaux de la Météo et les stations. Ces derniers mois ont prouvé que le service rendu à la collectivité mérite le respect, que ce soit durant les épisodes de neige et verglas ou lors de la récente tempête. Les implantations territoriales qui apportent une plus value aux centres de décision doivent être préservées.
- L'arrêt de la politique des suppressions d'emplois
- Le refus de la mobilité forcée, qu'elle soit géographique (comme imaginée par la direction de Météo-France) ou professionnelle (comme le permet la loi sur la mobilité)
- L'attribution des moyens nécessaires à l'exercice d'un service public météorologique de qualité et au plus près des usagers répondant aux besoins de la population et à l'amélioration des conditions de travail des agents

**Pour cela, l'intersyndicale de Météo-France a déposé un préavis de grève du 23 mars au 26 mars et organisera des assemblées générales dans toutes les régions dès le 22 mars, en faisant le pari que c'est par un mouvement général d'ampleur que nous avancerons pour des emplois, des moyens et des services de proximité maintenus pour tous.**